



FIERS de TRAVAILLER pour VOUS !

EGALITE FRATERNITE SOLIDARITE

Qui osez aujourd'hui ne pas se référer à ces nobles valeurs qui fondent notre société depuis la révolution française ?

Personne et encore moins ceux qui gravitent dans la sphère marchande, conscients de notre attachement collectif à ce qu'elles perdurent dans le temps.

Ces valeurs, si elles peuvent être reprises par tous, ne peuvent être garanties que par l'état et la loi avec un fort contrôle démocratique de la population.

Pourquoi me direz-vous ?

Tout simplement parce que le marché est en recherche permanente de son intérêt particulier et que les principes d'égalité, de fraternité et de solidarité sont associés à l'intérêt général ou le profit et la charité n'ont pas lieu d'être.

Le progrès social comme nous nous le définissons s'appuie sur ces valeurs.

ATTAQUE DES 3 SOCLES

Dans la société française l'intérêt général, notre bien commun, s'est construit au fil de notre histoire au sein de 3 socles essentiels :

▪ **Le code du travail** / ▪ **La protection sociale** (sécu, retraite, famille, perte d'emploi...) / ▪ **Le service public**

Aujourd'hui il n'échappe à personne que notre gouvernement a comme projet de transformer notre société en confiant la garantie de notre bien commun au marché et à ses représentants.

Après s'être attaqué au code du travail au détriment des salariés et en faveur du patronat, il détruit dans un deuxième temps notre sécurité sociale en supprimant les cotisations sociales. La CSG transformée en impôt, favorisera ainsi à court terme les assurances et les fonds de pension qui rembourseront les citoyens à la hauteur du contrat contracté. Cela n'a plus de commune mesure avec ce que nous avons connu jusqu'à présent.

De la solidarité nationale nous passons à la contractualisation individuelle.

Et enfin c'est maintenant au tour des services publics. Les missions quand elles ne seront pas littéralement abandonnées, seront en grande partie privatisées. Ce sera l'occasion de précariser et fragiliser les garanties collectives des salariés afin de permettre au CAC 40 d'enregistrer encore plus de bénéfices qu'en 2017. En clair notre gouvernement confie à la finance la définition de ce que seront les politiques publiques au détriment des pouvoirs publics tant au niveau national que régional, départemental et local. Toutes ces orientations sont clairement définies dans **le projet CAP 2022**.

UN CHOIX DE SOCIETE

Bien sûr il nous est répété à longueur de journée que tout cela sera fait pour notre bien et que nous n'avons pas à nous inquiéter.

C'est effectivement un choix de société !

Nous pensons que le courage politique se situe ailleurs

Il serait temps d'affirmer l'existence d'une sphère des besoins devant être soustraite au jeu des relations marchandes et confiée aux services publics dont les missions seraient élargies aux simples fonctions régaliennes :

Education, culture, énergie, communications, santé, services de l'état, collectivités territoriales, gestion de l'eau, transports.....

Redéfinir la sphère de ce qui est de l'intérêt général est une question éminemment politique qui nécessite l'implication de tous les salariés, de tous les citoyens. Cette question réinterroge celle du partage des richesses. Un vrai débat sur le sujet démontrerait rapidement que les dysfonctionnements sur le sujet ne sont pas du fait des salariés comme on aimerait à nous le faire croire.

Les anglais ont eu Thatcher, les américains ont eu Reagan faisons tout notre possible pour que les Français ne disent pas un jour nous avons eu Macron.

SERVICE PUBLICS

C'est l'outil qui fait prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers. La raison d'être du service public est la satisfaction de l'intérêt général, la promotion des biens communs, le développement humain durable et la recherche du progrès social. Il est garant de la cohésion sociale, de l'amélioration des conditions de vie et d'intégration des populations.

Le service public est fondé sur 4 principes :

- **Principe d'égalité** : tous les citoyens doivent être égaux
- **Principe de continuité** : pas de rupture dans le fonctionnement du service.
- **Principe d'adaptation** : suit les exigences d'un intérêt général fluctuant.
- **Principe de gratuité** : accessible à tous les citoyens

Presque 94 milliards de bénéfice pour les entreprises du CAC 40 en 2017 (+ 24% par rapport à 2016).

Le point d'indice qui génère le salaire des fonctionnaires lui est gelé depuis 2010 (avec seulement une augmentation de 1,2% en 2016 qui n'est clairement pas satisfaisante).

Exemples :

Agent des routes – chef d'équipe – 33 ans de carrière : 2193€ brut – 1770€ net

Secrétaire administrative – 17 ans de carrière : 1780€ brut – 1440 net

Professeure de lycée professionnel – 17 ans de carrière dont 12 en formation continue 2239€ brut - 1930€ net

60% des cheminots perçoivent moins de 2200 nets par mois

Pourquoi être mal payé et avoir de mauvaises conditions de travail devraient être la norme et associé à la notion de progrès?

Je travaille en trois huit, de nuit comme le week-end pour un salaire de moins de 1720 euros brut par mois

VOUS TROUVEZ ÇA NORMAL ?



UN STATUT AUSSI AU SERVICE DES CITOYENS

Il repose sur 2 grands principes :

- **Égalité** : le statut garantit l'égalité d'accès au service public et à la fonction publique pour le citoyen usager et l'égalité de traitement entre les agents de la fonction publique.
- **Indépendance** : il protège l'usager citoyen contre les dérives des décisions administratives et politiques. Il garantit aux citoyens et à la population que le service public est rendu de manière neutre, impartiale et dans l'intérêt général. Le fonctionnaire peut et doit s'opposer dans l'exercice de sa mission aux ordres illégaux ou de nature à troubler l'ordre public émanant des élus ou des supérieurs hiérarchiques.

Ce n'est pas un privilège mais un choix sur la manière de vivre ensemble !

**Si vous ne payez plus de fonctionnaires,
Vous paierez des actionnaires !**

Je travaille 24 heures non-stop
payées 17 et on dit que je suis nanti!

VOUS TROUVEZ ÇA NORMAL ?

J'enseigne à 450 élèves par semaine
et on dit que je suis toujours en vacances!

VOUS TROUVEZ ÇA NORMAL ?

Je travaille jour et nuit
et on dit que je me tourne les pouces!

VOUS TROUVEZ ÇA NORMAL ?

Je sors par tous les temps et en toute saison
et on dit que je suis fainéant!

VOUS TROUVEZ ÇA NORMAL ?

Je pouponne l'avenir pour 1254 €/mois
et on dit que je coûte cher!

VOUS TROUVEZ ÇA NORMAL ?

**Les fonctionnaires,
Artisans du bien être social !**

Jours et nuits, les fonctionnaires dans votre vie

DEMOCRATIE ET SERVICES PUBLICS, MEME COMBAT !

Défendre et améliorer les services publics dans l'intérêt des citoyens et de la collectivité exige de faire progresser la démocratie dans la gestion de ceux-ci.

Cela passe par des droits d'information, de décision pour les agents du service public, pour les élus locaux, les parlementaires, les organisations syndicales, les élus du personnel.

Mais la démocratie, de la commune jusqu'au sommet de l'état a besoin de services publics forts ayant les moyens matériels de fonctionner tout au long de l'année et des fonctionnaires, des salariés protégés avec de bons salaires, une formation solide pour pouvoir exercer en toute indépendance leurs missions en faveur des droits fondamentaux de l'intérêt général, du vivre ensemble.

La démocratie, c'est-à-dire la capacité des citoyens de débattre, de proposer, de voter, de maîtriser son avenir est gravement remise en cause par le présidentialisme, l'affaiblissement du parlement et l'étouffement des communes.

- Eloignements des citoyens des lieux de décision
- Temps de parole réduit dans les hémicycles (assemblée nationale, conseil régional.)
- Censure sur les amendements liés aux projets de Loi...

Le gouvernement est totalement au service des marchés financiers et du patronat qui veulent maîtriser toutes les décisions dans l'entreprise, les services publics, les institutions publiques.

Le président MACRON et son gouvernement, sous prétexte qu'il y aurait urgence à réformer la France (réformer pour qui, pour quoi, comment?) entend faire passer en force plusieurs textes de loi en utilisant les ordonnances. Cette procédure bloque tout le travail sur le fond et torpille le débat démocratique avec les citoyens, les syndicats, les élus du peuple.

Les services publics ou le retour à la charité, j'ai fait mon choix !

LES PROPOSITIONS DE LA CGT POUR LA RECONQUETE ET LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS

- Réforme de la fiscalité. Nous proposons notamment de baisser la TVA, d'augmenter l'impôt sur les sociétés et de recréer l'impôt sur la fortune.
- Supprimer les cadeaux fiscaux et les baisses de cotisations en faveur du patronat.
- Créer des emplois pour combattre efficacement la fraude et l'évasion fiscale (80 milliards d'euros par an).
- Création d'un pôle financier public.
- Création de milliers d'emplois dans tous les secteurs particulièrement pour les hôpitaux, l'accueil des personnes âgées (EHPAD), les crèches, l'éducation, la sécurité.

USAGERS ET SALARIES TOUS ENSEMBLE NOUS POUVONS GAGNER

Les services publics sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. En s'engageant dans la lutte pour résister et conquérir de nouveaux droits nous faisons un choix de société. Le choix de l'égalité et du respect des différences contre l'inégalité et les discriminations, de la coopération contre la concurrence, du bien commun contre les intérêts égoïstes des privilégiés du CAC 40.